

Chronique
des
révolutions
de la
Terre

Janvier 1977

6,50F.

Chronique
des révolutions
de la Terre

*Circulaire révolutionnaire
publique*

Pour introduire à une publication nouvelle

Il est de la nature des entreprises aventureuses, on le sait, de devoir souvent remettre en jeu ce qu'un coup réussi la veille a pu leur apporter de gains. Cela n'est pas vrai des seuls aventuriers de la fortune — qui vaut aussi pour les défricheurs de l'intelligence.

Avec la publication de cette étonnante Chronique des révolutions de la Terre, nous jouons un tel coup, où se risque, une fois encore, toute une compréhension difficilement conquise sur nous-mêmes à l'occasion de travaux antérieurs — et de manifestations multiples, sur le terrain de l'agitation sociale.

D'avoir d'abord connu les puissances infectes des idéologies du temps, nous n'en ressentîmes par après que plus violemment le besoin de nous retourner contre elles — tant il était manifeste qu'il y allait désormais, pour nous, de toute la vie. Il en résulta un mouvement vigoureux d'arrachement et de rupture, et une conscience nouvelle de nos besoins et de nos tâches.

Une précédente publication, l'Union ouvrière pour l'abolition de l'esclavage

salarié, manifesta, tout au long de son existence, quelque chose de la logique de ces parcours, et livra quelques-uns de leurs résultats. L'approfondissement, toutefois, de ces recherches critiques, nous révéla bientôt que les conditions mêmes dans lesquelles nous développions nos activités, pour inéchappables qu'elles nous aient été dans un premier temps, nous devenaient de nouveaux freins.

Dès lors qu'il nous fut clair que la publication du mensuel, avec toutes les contraintes pratiques qu'elle supposait, d'élément dynamique qu'elle avait été, nous devenait une nouvelle manière d'immobilité — fut-ce à un stade supérieur —, on décida de mettre un terme à la glorieuse existence de cette feuille.

Si nous ne pouvions en effet faire l'économie de cet outil transitoire de critique de nous-mêmes, et du monde, alors que nous avions à formuler progressivement la longue chaîne critique qui allait nous permettre de nous dégluer, non seulement de toutes les idéologies du gauchisme vulgaire qui florissaient alors, mais encore de toutes leurs critiques par-

tielles, il restait que nous nous fussions figés nous-mêmes si nous avions répété indéfiniment les termes et les modalités d'une critique dont les progrès exigeaient maintenant que l'on alla de l'avant.

Le caractère même de notre organe d'expression étant pour beaucoup dans cette tentation de la répétition, on décida de se défaire de la vieille manie journalistique, dont l'U.O. participait encore. La critique porta sur ce que la perpétuation d'une feuille à parution fixe impliquerait pour nous, de manière croissante, de reproduction passive de résultats qu'on avait, pourtant, conquis activement. On fit le procès de l'inquiétante quiétude qui s'établissait, par le biais du mensuel, au sein du groupe, et que confortait l'illusion qu'il n'y avait pas lieu de beaucoup se fatiguer pour assurer de la publicité à nos critiques, puisqu'aussi bien les très officielles Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne s'en chargeraient.

Dans l'exacte mesure où une certaine routine de la publication du journal commençait à faire sentir ses effets au niveau de nos relations et de nos activités, le contenu critique du mensuel menaçait, de son côté, de virer à la redite.

On décida donc de se distribuer en plusieurs unités actives, qui pourraient être aussi nombreuses qu'il serait nécessaire, et qui se constitueraient autour de projets déterminés, de manifestations ponctuelles, d'interventions, de problèmes à étudier, etc., de telle sorte que nous puissions ne retenir, et quelles qu'en soient les modalités contingentes, que les attitudes actives. Chaque groupe, dorénavant, fonderait, nourrirait, organiserait son matériel d'expression publique, selon les besoins, de telle sorte que se diversifieraient et se vivifieraient à la fois les publications de notre courant. Mais, comme nous n'avions jamais donné dans les lubies de la dispersion absolue des

individualités, nous créerions, en même temps, des structures centrales, permettant la discussion collective, la régularité des échanges, et l'adoption des décisions qui nous concernaient collectivement. Cela, sans bureaucratie aucune, non plus que sans formalisme, encore qu'avec quelque rigueur.

L'ensemble de ces unités actives se doterait d'un bulletin de liaison, dont on conviendrait, après de longues discussions, qu'il porterait ce titre copernicien : Chronique des révolutions de la Terre. A la différence de l'ex-U.O., la Chronique ne se présente donc en rien comme une publication « de masse » (i.e. de quelques-uns, pour beaucoup), mais comme un trait-d'union entre camarades concernés. Son tirage sera fortement réduit par rapport à l'ex-U.O. (on passera de 7 000 ex. à 1 500 ex. pour le premier numéro), sa parution s'opérera en fonction des besoins, et sa diffusion ne passera plus par les kiosques.

Ceux qui voudront la lire devront la trouver où elle est. Cela permettra d'éliminer quelques touristes du nombre de nos ex-lecteurs, en même temps que cela nous permettra d'économiser des ressources et une énergie que nous préférons vouer à des tâches plus passionnantes. Bulletin de liaison, la Chronique publiera aussi bien des analyses susceptibles d'intéresser les éléments révolutionnaires dont la démarche a participé de la nôtre, que des points de vue particuliers ou des extraits significatifs de correspondance nationale ou internationale. Elle reproduira tout le matériel local d'agitation qui lui semblera mériter une plus large publicité, et poursuivra l'inévitable critique de soi, hors de laquelle personne ne peut attendre quoi que ce soit d'un quelconque courant de pensée — et d'action.

1^{er} novembre 1976.

Note sur quelques points de départ

Ce qui avait distingué l'ancienne *Union ouvrière pour l'abolition de l'esclavage salarié* de tous les groupes de l'ultra-gauche politique du moment, c'est non seulement que la critique sociale qu'elle développait débordait largement les cadres de la politique spécialisée, mais c'est aussi qu'elle avait, somme toute assez tôt, repéré et critiqué les deux défauts majeurs de ces groupes : une représentation *économiste* de l'existence humaine, et un usage *prophétique* de la théorie révolutionnaire, dès lors ramenée à une quelconque *idéologie* de la rédemption sociale ⁽¹⁾.

L'extraordinaire diffusion de ces deux tares dans le mouvement « révolutionnaire » contemporain ne suit pas d'autre chose que du long procès de social-démocratisation de la théorie et de la pratique du vieux mouvement ouvrier. Dans cette mesure même, opérer cette double critique revenait à ouvrir le procès de la tradition idéologique où elles trouvent leur

(1) Ceci au seul plan théorique, car, d'un point de vue pratique, ces groupes ont cet autre défaut, qui n'est pas moindre, qu'ils sont effectivement totalement *bons à rien*.

origine, et à indiquer l'urgence qu'il y avait pour nous de produire une représentation de notre mouvement qui lui fut adéquate, comme aussi d'en inventer le langage.

Quelles qu'aient été les qualités que nous reconnaissons à l'I.S. (la remise en jeu d'éléments critiques venus de la totalité de l'histoire humaine, par-delà tout ressassement d'un « marxisme » vulgaire toujours appauvri par ses psalmistes ; le rappel de la nécessaire insolence révolutionnaire, et l'actualisation de son style ; l'accent remis de manière opportune sur la subjectivité passionnée), il nous fut assez vite clair que sa reprise par trop unilatérale du pathos subjectiviste le plus malheureux la condamnerait bien vite à illustrer dans le monde moderne la vieille figure hégélienne de la bouillie du cœur et du délire de la présomption ⁽²⁾.

(2) Encore cette remarque critique nuancée ne vaut-elle que pour les moins bêtes des tenants de l'I.S. : pour ceux, rares, qui y jouèrent effectivement un rôle créateur. La meute bavarde des toutous conseillisto - bakounino - stirnéro - nullards qui constitue aujourd'hui le gros du parti situationniste mérite moins d'égards.

Il nous fallait à la fois plus de réalisme, et d'autres perspectives d'action que la répétition *ad eternam* des deux ou trois bouts d'idées, à quoi semblaient maintenant voués jusqu'à la mort les tenants de l'idéologie spectaculaire.

Le parti que nous prîmes fut de mettre, autant que nous le pourrions, entre parenthèses, ces pensées pour qui tout était déjà pensé, et de développer une critique de ce monde et de ses idéologies qui n'admette plus jamais d'autre maître que *la chose même à penser*. Cela donna une critique multiforme, soucieuse de pertinence plus que de popularité immédiate, et ne nous rapporta guère que la haine d'idéologues qui ne comprenaient pas ce que nous disions (sauf à ce que quelques-uns ne l'aient que *trop bien* compris !)

Sans doute tout cela demeura-t-il encore, dans l'ex-U.O., partiel. Mais rien de ce qui compte ne se fait sans avoir eu le temps de mûrir. Et le temps de l'U.O. fut essentiellement, pour nous, ce temps.

Il reste aujourd'hui que nous nous sommes formés à la critique dans ce projet qui scandalisa tout uniment les porte-plumes des groupuscules, et qui était *de ramener la théorie à sa valeur d'usage vraie d'intelligence crue des rapports réels*, contre toutes les séductions de la mode, « extrémiste » y compris : pour avoir voulu s'établir, loin de tous les autres partis, sur le seul terrain de la *verità*

effettuale delle cose, l'ex-U.O., refusant de sacrifier à on ne sait quel « optimisme » mal venu, fit effort pour désarmer la niaiserie de tous les optimismes « révolutionnaires » de commande — comme aussi, contre tous les prophétismes du malheur, les mécaniques bien huilées de toutes les représentations fatalistes de l'avenir.

Il s'agit aujourd'hui pour nous de développer, et dans tous les domaines, une activité critique dont la valeur s'affirme d'abord de ce qu'elle dégrasse un peu plus nos contemporains. Philosopher avec le marteau, et sonder, au ras des choses, la matière dont elles sont faites ; maintenir, contre tous les vents dominants, un point de vue qui ne s'embarrasse d'aucun mensonge idéologique, social ou moral ; décapiter toutes les idées reçues, surtout dans le milieu « révolutionnaire » ; produire, contre tous les discours officiels, l'intelligence neuve que réclame la pensée de nos besoins, voilà nos points de départ.

Il convient qu'ils s'enrichissent, dans notre activité à venir, d'un surcroît de méchanceté. Ce n'est qu'à cette condition que nous pourrions pleinement remplir cette tâche, dont il n'en est visible-ment pas de plus urgente (mais qui est, elle, à notre portée) et qu'avait déjà formulée l'ex-U.O. à sa manière : *révolutionner le monde de ceux qui veulent révolutionner le monde*.

1^{er} novembre 1976.

SOWETO 76 :

les voyous dans la ville

Le développement contradictoire du capital en Afrique du Sud s'est reflété, de manière explosive, dans les divers aspects du mouvement de subversion sociale qui, du 16 juin 1976 à la fin de septembre, a secoué les banlieues noires des centres industriels du pays. Par certains côtés, c'est aux émeutes spontanées accompagnant l'extorsion effroyable de plus-value absolue à l'aube du XIX^e siècle que font penser ces soubresauts sanglants. De ce point de vue, il n'est pas douteux que l'archaïsme des rapports sociaux constaté ici ait été la cause principale des limites objectives du mouvement de leur négation. D'un autre côté, cependant, on retrouve, pendant ces trois mois de troubles, tous les éléments du refus de l'édifice social de l'aliénation qui caractérisent les mouvements modernes de révolution. Et c'est au compte de ces mouvements qu'il faut porter les révoltes des town-ships sud-africaines, à la différence de toutes les menées démocratiques et nationalistes de l'après-guerre (dont Sowéto serait, pour les propagandistes, le dernier maillon) qui n'ont pas été autre chose, comme on le voit bien avec quelque recul, que les épiphénomènes de la mutation structurelle du capital, d'une phase de domination formelle (expansion géographique, colonialisme classique), à une phase qualitativement supérieure.

De par leur contenu social, de par les formes de lutte adoptées, ces émeutes ont eu une toute autre résonance que les guérillas angolaises ou rhodésiennes, pourtant voisines. Ces dernières s'inscrivent naturellement, par leur problématique nationaliste et raciale, dans le jeu mondial où s'affrontent les versions capitalistes russes et américaines, dont elles sont le lieu idéal de confrontation depuis l'effondrement de l'anachronique empire colonial

portugais — chaque superpuissance voulant maintenir ou attirer dans son camp, au compte d'une stratégie forcément globale, les pions de cet immense échiquier qu'est l'Afrique.

Comme tels, ces mouvements participent de toute la mystification idéologique contemporaine — dont les expressions les plus élaborées et les plus efficaces font bien sûr référence au « socialisme » ou au « communisme » — dont on sait qu'elles sont les références coutumières du capitalisme d'Etat, dans ces temps de perversion du langage. Au contraire, ce qui est remarquable à Soweto, et sans quoi on ne peut comprendre que ce mouvement ait pris la forme radicale qui fut la sienne — à savoir être purement et simplement négatif —, c'est le peu de poids qu'ont eu dans le mouvement les idéologies quelles qu'elles soient : à l'inverse de toutes ces « révolutions » qui ne sont que les diverses figures des avatars du mouvement du capital à l'échelle de la planète, l'objet misérablement *social* des révoltes des town-ships de juin-septembre 1976 les rendait difficilement récupérables.

D'autant que l'absence d'emprise massive des syndicats dans cette immense population prolétarisée, la quasi-inexistence des organisations tant démocratiques que nationalistes, ont permis à l'insurrection de s'en prendre, non aux apparences, mais directement à tout l'édifice de la misère, sans être divertie dans son œuvre de négation par les hochets avec lesquels on amuse ailleurs les masses exploitées. Cette absence d'appareils de contrainte idéologique tient bien sûr à l'arriération structurelle du capital local. Entre autres à cette politique de répression aveugle dont les plus intelligents membres de la classe dominante ont



bien vu combien elle est contraire aux intérêts généraux du système, à l'instar de ce député du Reform Progressive Party qui déclarait le 17 août que le gouvernement « commettait l'erreur d'arrêter les interlocuteurs dont il avait besoin ».

Quoi qu'il en soit, et quelles que soient les raisons spécifiques qui l'expliquent, ce mouvement de désinvestissement idéologique apparaît bien comme la condition *sine qua non* de la possibilité pour un mouvement révolutionnaire de s'assumer comme tel dans la période actuelle. A Gdansk, c'était la vérification quotidienne de ce que « socialisme », syndicats, parti stalinien n'étaient rien d'autre que le visage du capital, c'était finalement cette nudité du pouvoir, qui avait été à la base de l'attaque directe de tout l'édifice social. Que les idéologues de tout poil découvrent dans l'absence de « projet », dans « le manque de références politiques », dans l'absence « du » parti qui eut encadré, organisé, « éduqué » tous ces émeutiers orphelins, la « faiblesse » de ce formidable mouvement insurrectionnel ! Que les Séguy et les Marchais de tous les pays se lamentent sur l'« inexpérience », le manque de ces « traditions du mouvement ouvrier » par lesquelles se sont accomplies toutes les mystifications de ces cinquantes dernières années ! Quand toutes les idéologies sans exception ne recouvrent que l'amé-

nagement de l'ordre existant, l'absence de références idéologiques, ces fausses consciences du mouvement de subversion sociale, fait peur. Et, ici, la répression ne peut tout expliquer. Si l'idéologie socialo-nationaliste n'a pas été reprise de manière massive par les émeutiers, alors qu'elle est dans tous les pays voisins le drapeau de tous les aspirants-guerrilleros à la gestion de leur capital national, et ce malgré les efforts désespérés des cadres politiques de l'A.N.C. ou du S.W.A.P.O. qui ne purent parler au nom du mouvement que lorsque celui-ci fut définitivement mort, peut-être est-ce bien parce qu'ils n'espéraient plus grand-chose de ce « pouvoir noir », de cette « conscience noire », de cette « renaissance africaine » dont ils ont pu voir à leur porte que sa victoire ne changeait pas la vie d'un iota, sinon pour repeindre leurs chaînes aux couleurs des « intérêts de l'économie nationale », socialiste bien sûr. Il se vérifie une fois de plus que le poids croissant et l'homogénéisation de l'idéologie à l'échelle mondiale sont aussi contemporains de leur banalisation...

**

Les chances d'une récupération de type démocratique étaient d'emblée bien minces, eu égard à la situation faite délibérément par les gérants actuels du capital sud-africain à la classe exploitée.

Si les émeutes sud-africaines participent, du fait de leur caractère indubitablement social, du mouvement des révolutions modernes, la comparaison avec Gdansk et autres Watts doit s'arrêter là.

Sans revenir sur une description bien connue de la société sud-africaine (voir *U.O.* n° 12), il est bien évident que c'est la non-intégration à tous points de vue du prolétariat noir, son exploitation forcenée, qui ont donné au mouvement cette allure d'explosion désespérée. « *Ils veulent donc un bain de sang !* » s'exclamait un Blanc devant la répétition apparemment sans issue de ces émeutes. C'est qu'effectivement pour la plupart des jeunes Noirs, la mort, comme dans les révoltes d'esclaves de jadis, est préférable à, et à la limite, un moindre mal que la vie menée dans les « sanatoriums » de Vorster. Si c'est certes toute une vie qui est refusée — et dans toutes ses dimensions, avec une vision nette des rouages de l'asservissement, ce qui est attesté par les objectifs continus des incendies : palais de justice, écoles, hôtels de ville, sièges de l'administration bantoue, sièges de journaux et, symbole révélateur, *Beer Halls* — la cause en est ici dans la séparation totale des prolétaires (tant au plan de l'espace que de la redistribution des marchandises) du système dont on leur fait bien sentir qu'ils n'en sont que la matière première méprisée et méprisable, et dans l'absence de perspectives d'intégration, même lointaines. On est bien loin ici des conditions que fait le Capital à ses esclaves salariés dans ses bastions les plus modernes.

Il est évident qu'il y a dans la société civile qui s'est développée là, tant au plan de l'organisation de l'espace territorial que des rapports sociaux que symbolise l'apartheid, un archaïsme qui est le reflet de l'inadéquation du Capital sud-africain aux conditions modernes de la production. Toutes choses qui tiennent évidemment à l'Histoire, c'est-à-dire au mode de développement particulier de la pénétration occidentale en Afrique Australe depuis le XIX^e siècle — ainsi qu'au fait que jusqu'à ces dernières années l'Afrique du Sud, principal producteur d'or, ait tenu une place essentielle dans les mécanismes du système monétaire mondial — les nécessités de l'extraction du métal précieux et de ses cours internationaux ayant réglé pour une bonne part le degré et la forme de l'exploitation des masses noires au fond des mines.

Cet archaïsme est violemment ressenti et dénoncé par les secteurs les plus modernes de l'industrie sud-africaine, de la région du Cap surtout, qui, à travers le principal parti d'opposition (le Progressive Reform Party) et par la voix du P.-D.G. du principal trust sud-africain, l'Anglo-American Corporation, H. Oppenheimer, réclament l'abrogation

de l'apartheid. Lorsque Oppenheimer affirme que l'économie de son pays « *ne peut plus se développer sur la base de l'utilisation d'une main-d'œuvre non différenciée et non qualifiée* », il ne fait pas autre chose que poser les prémisses indispensables à tout procès de domination réelle du Capital et d'intégration des masses exploitées. L'industrialisation de l'Afrique du Sud s'est faite à partir du travail forcé des Noirs. On a connu là, mais à une vitesse et avec une férocité inégalable, la destruction du milieu naturel dans lequel ces populations évoluaient, leur regroupement autour des centres urbains dans d'immenses camps, enfin le travail dans les mines dans des conditions épouvantables. Rarement le régime de l'esclavage du salariat n'a été si proche de l'esclavage pur. Sur cette base le Capital sud-africain a connu d'abord, et pas seulement dans les mines, un essor spectaculaire. L'industrie manufacturière s'est constituée elle aussi sur la base de cette plus-value absolue : quand un Noir tombait, il suffisait de puiser dans les réserves pour le remplacer. Tout ceci appuyé sur une répression policière féroce et une séparation complète des esclaves parqués dans les Town-Ships, de leurs maîtres et des sanctuaires de la production.

Mais depuis les années 70, depuis la fin du grand « boom », l'Afrique du Sud se trouve confrontée au problème d'une indispensable mutation pour échapper à la stagnation et à la récession qui commencent à la toucher.



Ce pays, dont la structure de la balance commerciale est celle d'un pays sous-développé, s'il veut s'affranchir de la dépendance de l'or — dont le rôle devient toujours plus incertain dans un système monétaire toujours plus dominé par le dollar — et des minerais — dont on sait les fluctuations en baisse sur le marché mondial —, doit à tout prix assooir désormais son développement sur celui d'une industrie diversifiée, productive de produits finis et concurrentielle sur le marché mondial. Le seul ennui est qu'une telle mutation exige une révolution technologique, une qualification du travail, une formation professionnelle poussée, une augmentation des salaires en conséquence qui sont incompatibles avec l'apartheid. D'autre part, une telle évolution du Capital exige un marché intérieur qui soit le débouché naturel d'une production massive de marchandises, marché intérieur qui, en l'état actuel de la consommation noire, est inexistant. Et les industriels démontrent facilement que du fait de l'apartheid, 80 % du potentiel humain est fortement limité quant à ses capacités productives, et que le sous-paiement des Noirs et leur contingentement est responsable du coût prohibitif de la main-d'œuvre blanche qualifiée, dont il y a pénurie.

Eu égard à ces nécessaires transformations, la stratégie du Gouvernement Vorster qui vise à accentuer et officialiser formellement l'ancien type de domination en créant des « Bantoustans » « indépendants » (mais que leur dépendance économique

totale vis-à-vis de l'Afrique du Sud contraindrait à n'être autre chose que les nouvelles réserves où la main-d'œuvre noire viendrait refaire sa force de travail alternativement, avant de s'investir comme « travailleurs immigrés » dans les métropoles industrielles blanches) n'est qu'une tentative désespérée de maintenir les vieilles relations sociales. Comme quoi l'idéologie peut être aussi un facteur d'arriération pour le Capital même, eu égard à ses nécessités objectives. De toute façon, cette ultime tentative du Parti Boer d'utiliser, ironie de l'histoire, le drapeau de l'« indépendance nationale » aux fins de sa domination de caste, ne peut régler les problèmes du Capital sud-africain. Tout juste les perpétuer. Le refus américain de reconnaître le Transkeï, premier bantoustan indépendant à la date du 26 octobre, illustre bien l'inadéquation de ce combat d'arrière-garde.

Cette inadéquation, on la retrouve de manière dérisoire, lorsqu'au plus fort de l'insurrection le gouvernement sud-africain décida, selon les plus vieux schémas de la rhétorique sociale du XIX^e siècle, d'autoriser les Noirs des Town-Ships à racheter leurs logements, afin, déclara-t-il, de promouvoir ainsi « une petite bourgeoisie noire » et couper court aux émeutes !

La survie du Capital exige sans doute de tout autres transformations. Toute son évolution réclame la fin des discriminations raciales, l'intégration progressive des masses au monde du culte de la marchandise, une réorganisation de l'espace qui se traduise par le rapprochement, l'intégration là encore, des prolétaires au tissu urbain où se tiennent les temples de la production et les vitrines de la consommation, bref le passage à un stade plus évolué de la domination capitaliste.

C'est aussi dans ce mouvement contradictoire du Capital — dont elles sont les soubresauts les plus visibles — que s'inscrivent les émeutes de Soweto.

Si cette problématique a engendré un mouvement social dont nous avons noté plus haut la positivité négatrice, elle a aussi son revers. L'archaïsme de la structure sociale a posé les limites dans lesquelles le mouvement pouvait se mouvoir. Dans la simple physique du rapport des forces entre les deux camps, les conditions d'existence de la classe dominée lui ont été autant de faiblesses, pas seulement matérielles.

La séparation géographique des producteurs des centres de production, jamais surmontée au cours des événements, leur a enlevé toute possibilité de menacer réellement les centres vitaux du Capital. Deux fois seulement en trois mois, et pour très peu de temps, lors de l'envahissement de quelques usines le 20 août près de Port-Elizabeth, et lorsque le 24 septembre quelques centaines de manifestants purent, malgré tous les filtrages policiers, accéder au centre de Johannesburg, les émeutes



prire un tour en deçà duquel, malgré leur héroïsme, elles étaient automatiquement circonscrites et ne pouvaient qu'avorter. De même faut-il chercher dans le régime de répression, d'intimidation, d'insécurité totale quant au lendemain, d'isolement concentrationnaire, le manque de répondant « militaire » des émeutiers, au plan de leur armement par exemple, ou la relativement faible participation à l'insurrection des générations adultes, qui ont surtout manifesté leur soutien au mouvement par leur très forte participation aux deux mouvements de grève générale — soumises qu'elles sont par l'habitude de l'esclavage à ne plus rien attendre de la vie, à l'inverse d'une jeunesse trop consciente de ce qu'elle n'a rien à perdre, sinon une future vie de baigne sans espoir et d'avaries, et fer de lance de l'insurrection.

Enfin il ne faut pas mésestimer les méfaits au sein même des couches exploitées de la politique de ségrégation raciale et tribale mise en place par les classes dirigeantes.

Ce n'est que très progressivement que les différentes ethnies noires sont entrées dans la lutte, du fait essentiellement du lourd héritage de rivalité tribale entretenu par les Blancs. De même les premières émeutes avaient vu l'attaque par les émeutiers de métis et d'indiens, dont la place dans la hiérarchie raciale sud-africaine est supérieure à celle des Noirs. Et les premiers troubles au sein de la communauté métis, regroupée surtout dans la région du Cap, datent du 1^{er} septembre. Là encore, le poids des divisions, des haines, des peurs, des comportements entretenus par le Capital ont pesé

lourdement sur le développement d'un mouvement dont le premier impératif était qu'il englobe dans la même révolte la totalité des masses exploitées, ce qui ne fut pas le cas.

La retombée sur elles-mêmes des vagues insurrectionnelles qui ont battu trois mois durant les portes des métropoles blanches sans pouvoir les entamer a finalement été dans l'ordre des choses. On voit mal, dans le flux et le reflux de la révolte, quelle autre fin pouvaient connaître ces mouvements, suffisamment négatifs pour être insensibles à toutes les récupérations, mais dont les conditions même de leur déclenchement et de leur existence établissaient, comme le cours des événements s'est chargé de le montrer, des limites qu'ils ne pouvaient normalement dépasser.

Trois quarts de siècle ont passé, maintes fois porteurs de ces tentatives révolutionnaires que — travaillée qu'elle est par les luttes sociales — la société moderne se développant a inexorablement appelées. Cinglant démenti à tous les thuriféraires d'un développement désormais harmonieux et pacifique du Capital !

Trois quarts de siècle d'échecs, de défaites sanglantes. Signe des tremblements d'une époque, dont l'humanité commence juste à s'apercevoir qu'elle n'en a pas connu d'équivalente au seul plan de son évolution.

Signe qu'il faudra, peut-être, que bien d'autres éléments, aujourd'hui embryonnaires, arrivent à maturation avant que la société ne se révolutionne elle-même.



Chronologie

16 juin

Premières manifestations contre l'enseignement en Afrikaans rendu obligatoire par le gouvernement Vorster.

Premières écoles incendiées.

Bilan des affrontements : 29 morts, plus de 200 blessés.

17 juin

Suite des émeutes.

40 bâtiments, 100 voitures, 26 bus incendiés.

Mise à sac de la plupart des bâtiments administratifs.

Intervention des unités spéciales « antiterrorisme urbain » qui ouvrent le feu sans sommation : 58 morts, plus de 800 blessés.

Extension des émeutes à Alexandria (Johannesbourg), Kagiso (Pretoria) et à l'université de Zoulouland (Durban), etc.

18 juin

Sanglants affrontements, incendies nombreux dans 8 villes proches de Johannesburg : bâtiments administratifs, débits de boissons ; des blancs et des commerçants asiatiques sont attaqués.

Instruction à la police de « rétablir l'ordre à tout prix ».

Les rassemblements publics sont interdits sur tout le territoire jusqu'au 25 juin.

Fermetures des établissements endommagés.

19 juin

Alexandria est investie par la police.

Décroissance des émeutes ; bilan officiel des trois jours : 128 morts, 1 112 blessés.

20 juin

Retour au calme. Déclaration du ministre de l'Intérieur Kruger : « La police a fait un travail remarquable. »

21 juin

Reprise des troubles autour de Pretoria : écoles et autobus incendiés. Plusieurs « pillards » sont tués ; la police a pu bloquer à temps l'accès de Pretoria.

22 juin

L'administration du Westrand annonce que « tous les bâtiments administratifs ont été incendiés ».

Incidents mineurs : à Ga. Ranhuna des écoliers ont mis le feu à des voitures ; à Mamelodi une clinique, un magasin, un débit de boissons ont été incendiés par des Houligans, les *Tsotsis*.

23 juin

Bilan officiel : 140 morts.

24 juin

Incendies dans le Transvaal.

Premiers entretiens Kissinger-Vorster sur les problèmes de l'Afrique australe (*).

25 juin

Incidents isolés au Cap.

Dernier bilan officiel : 176 morts, dont 2 Blancs ;

1 139 blessés, 1 298 arrestations.

Les obsèques collectives des écoliers de Soweto prévues pour le 3 juillet sont interdites par le gouvernement.

**

3 juillet

Bathouville (Orange) : l'arrêt de la projection d'un film amène de nouvelles violences et des affrontements de la police avec plusieurs centaines de manifestants.

Soweto est bouclée par la police lors de l'enterrement d'Hector Pieterse (13 ans), première victime du 16 juin.

6 juillet

Le gouvernement Vorster renonce à appliquer l'usage de l'Afrikaans dans les écoles noires.

12 juillet

Ouverture des premiers procès pour « subversion et violation de la loi réprimant les activités communistes ».

15 juillet

Un fonctionnaire blanc est tué.

Reprise de l'agitation dans les agglomérations bantoues.

Le gouvernement Vorster prend une série de mesures préventives, dont la mise en vigueur de la « loi sur la sécurité interne : détention illimitée sans jugement de tout individu mettant en danger l'ordre public ».

**

17 juillet

Etat d'alerte à Johannesburg et Pretoria.

18 juillet

Troubles à l'université de Fort Hare ; nombreux incendies jusqu'au 19 où l'université est fermée.

Un restaurant réservé aux Blancs et une salle paroissiale sont incendiés à Alexandria.

19 juillet

Tentative d'incendie du palais de justice de Kompton Park au nord-ouest de Johannesburg où devaient comparaître 11 Noirs.

Incidents dans la mine d'or de Kinrosi entre ressortissants du Lesotho (soi-disant indépendant) et du Transkei : 6 morts, 14 blessés. Un quart des mineurs (1 000) n'ont pas repris le travail.

Le doyen anglican de Johannesburg proteste contre l'arrestation du président de la « Convention du peuple noir » : « Il ne sert à rien de sévir contre ceux qui expriment ce que le peuple noir ressent réellement et qui ont le plus de chances de contrôler la situation. »

20 juillet

Extension dans les émeutes : dans les quartiers périphériques de la cité minière de Witbanh à 110 kilomètres de Johannesburg. Un Noir tué, des métis et des indiens sont attaqués par les manifestants noirs.

3 magasins, 1 centre commercial indien, le siège local de l'administration bantoue sont incendiés.

Le mot d'ordre de grève à Johannesburg est peu

Chronique des révolutions de la Terre

suiwi.

Incidents lors de la rentrée scolaire à Randfontein, Hartebeesfontein, Middelburg, Hendrina : écoles incendiées. Tension à Soweto où patrouillent des centaines de policiers en tenue de combat.

24 juillet

10 écoles du Bophutatswana sont incendiées. Ailleurs, poursuite de la grève des cours malgré la réouverture des écoles.

26 juillet

L'agitation persiste à Soweto : nombreuses manifestations, arrestation de dirigeants nationalistes noirs.

**

29 juillet

Arrestation de journalistes et universitaires blancs. Incidents de plus en plus fréquents à Soweto et Johannesburg.

**

6 août

Marche sur Johannesburg pour la libération des emprisonnés : un mort.

Incendies à l'université du Cap. Emeutes à Soweto et Pretoria. A Johannesburg, incendies d'autobus et de trains pour provoquer la grève des travailleurs.

7 août

Etat d'alerte maintenu. Bilan des dernières émeutes : 8 morts.

Calme précaire.

9 août

Incidents à Alexandria, Randfontein (Townships de Johannesburg) : 3 morts. A Mafeking, incendie du Parlement local.

10 août

Calme précaire à Soweto et ailleurs.

11 août

Premières émeutes dans la banlieue du Cap : 23 morts, 50 blessés.

Emeutes au Natal, dans les foyers autonomes bantous de Kawazulu, du Transkei et du Bophutatswana. Les revendications portent sur « un changement radical de vie de la communauté noire ».

13 août

Emeutes dans toute la province du Cap : bureaux de l'administration bantoue, débit de boisson, voitures, écoles, incendiés. 19 morts, 100 blessés.

Les quartiers métis sont calmes. Manifestation d'étudiants blancs.

16-17 août

Emeutes lycéennes à Port-Elizabeth, Pretoria.

18 août

10 morts et 23 blessés à Port-Elizabeth.

**

23-24-25 août

Grève générale des transports pour protester contre les arrestations, suivie à 80 % le 23, un peu moins les jours suivants.

Au Cap : premières manifestation métis.

Bilan de la grève : plus de 35 morts, 150 blessés

et 800 arrestations.

27 août

Petites émeutes.

**

1^{er} et 2 septembre

Emeutes métis au Cap : 4 métis tués par la police.

3 septembre

Marche sur le centre de la ville investie par la police.

8 septembre

Déclaration de Kruger : la situation n'est « pas trop sérieuse. Nous avons un avenir rose ».

9 septembre

Emeutes au Cap : 20 morts.

**

13-14-15 septembre

Grève largement suivie : le 15 et le 16 ce sont les métis du Cap qui font grève.

Docks, industrie vestimentaire, chantiers : 90 % de grévistes au Cap. Magasins, bureaux : 10 à 20 % de grévistes au Cap.

70 % de grévistes à Johannesburg.

Bilan : 16 morts.

Nombreux incidents malgré les appels au calme de la S.S.R.C. Le ministre sud-africain de l'Information suggère que le terme de « démocratie pluraliste » remplace ceux « d'apartheid » et de « développement séparé » du fait des « connotations négatives » de ces deux derniers termes.

17 septembre

Emeutes à Soweto : 6 morts, 35 blessés.

Tentatives d'incendie contre les locaux du journal « Johannesburg Star ».

23 septembre

Première incursion des manifestants dans le centre de Johannesburg, rapidement circonscrite par la police : des magasins sont détruits par les « voyous », les TSOTSIS.

27 septembre

« Le gouvernement pourrait faire appel à l'armée pour réprimer l'agitation noire », déclare le ministre de l'Information.

Octobre

Mouvements sporadiques de faible ampleur.

(*) Qu'au plus fort des émeutes, le Deus-ex-machina de la politique mondiale d'alors, Kissinger, ait fait de l'Afrique australe son champ d'action privilégié, non pour s'employer au règlement de ce qui n'était pour lui — et à juste titre du fait de son isolement — qu'une « affaire intérieure » sud-africaine (dont il fallait seulement se garder qu'elle ne soit une carte supplémentaire dans le jeu du bloc russe), mais afin de régler, au compte des intérêts américains, l'imbroglie Angola-Zambie-Rhodésie-Mozambique-Afrique du Sud (réussissant, dans des conditions difficiles après l'échec de la solution militaire de mai-juin contre l'Angola pro-soviétique, à faire accepter à l'Afrique du Sud l'indépendance de la Namibie et aux colons blancs rhodésiens l'accession au pouvoir des nationalistes noirs, afin de préserver toutes les chances d'une solution politico-économique, dont cette même Afrique du Sud serait la clef de voûte — eu égard à ses capacités à jouer le rôle qui a déjà été dévolu au Brésil, à l'Iran, à Israël ou au Japon dans leurs sphères d'influences respectives, et à son importance stratégique de tout premier plan dans le contrôle et la surveillance de l'Océan Indien, dont on sait l'enjeu qu'il représente depuis quelques années), est à cet égard tout à fait révélateur de l'isolement et de l'absence de répercussions à l'échelle internationale des révoltes des town-ships sud-africaines.

LA MORT D'UN BOLCHEVIK



On apprend, de source sûre, la mort du célèbre François Delain, alias Bernardin, connu dans les milieux de *Lutte Ouvrière*, département de l'intendance et de la police intérieure.

Ce personnage mérite qu'on évoque sa mémoire dans ces pages, puisqu'il fut premier sergent de la compagnie chargée par l'état-major du groupe de réduire l'opposition intérieure, en 1973-1974, et qu'il s'illustra dans cette tâche.

Image parfaite de la bêtise de parti, avec ce que cela implique d'imbécillité intrinsèque et de servilité peureuse aux échelons supérieurs, ce « bolchevik » expliquait alors à ses camarades qu'en quittant *Lutte Ouvrière*, la minorité abandonnait la lutte révolutionnaire.

On apprend aujourd'hui qu'il l'abandonne, lui, et s'installe comme avocat.

Juste retour de manivelle : les mameluks du groupe, après l'avoir employé à leurs basses œuvres, le traitent avec la bassesse dont ils l'avaient persuadé qu'elle était une qualité révolutionnaire : ils expliquent partout dans l'organisation ébranlée de cette retraite prématurée d'un grand capitaine, que celui-ci n'est rien d'autre qu'un petit-bourgeois renégat qui rejoint sa classe par goût du fric !

Au suivant.

La presse du parti :

La collection portugaise *Memória da subversão* (Apartado 4200, Lisbonne) vient de publier deux brochures de textes traduits de l'ex-U.O.

— *O proletariado é revolucionário ou não é nada*, douze pages, illustrée, contenant nos « Douze thèses contre le crétinisme économiste de juin 1975.

— *Viagem ao capitalismo de estado*, quarante-quatre pages, illustrée, recueillant neuf textes consacrés au capitalisme d'Etat sous ses divers aspects, en Chine, en Russie, en Pologne, en Yougoslavie et en R.D.A.

*O proletariado é
revolucionário
OU NÃO É NADA*



UNION OUVRIÈRE
para a abolição da escravatura salarial

Des camarades de Paris viennent de publier un cahier de huit pages illustré contre la religion du travail. Huit pages 21 x 30, en offset. Contre deux francs en timbres à *Union Ouvrière pour l'abolition de l'esclavage salarié*, B.P. 30, 75960 Paris Cedex 20.

POUR EN FINIR AVEC L'ESCLAVAGE SALARIE



A paraître incessamment, trois journaux d'agitation, offset, illustrés, réalisés par des camarades de la région Nord, de Paris et de l'Est (*L'injure sociale*), du Centre (*L'ordre des choses*) et du Sud-Ouest (*Abolition de l'esclavage salarié*). Ces publications seront disponibles à l'adresse de la *Chronique* (Lacoste, B.P. n° 26, 33034 Bordeaux Cedex : 2 francs en timbres pour chaque exemplaire) en attendant que nous connaissions leurs adresses respectives.

**

On peut s'abonner à la *Chronique* contre trente francs l'an. Les abonnés recevront automatiquement toutes nos publications. Chèque au nom de Bernard Lacoste.

LEROY - SOMER (Angoulême) : un "coup de Strasbourg" des usines .

Un tract déjà ancien d'un groupe d'ouvriers de l'usine de moteurs électriques Leroy-Somer, à Angoulême, vient de provoquer un joli tapage. A la suite de la dernière réunion du Conseil national de la C.F.D.T., les 28 et 30 octobre dernier, et de la publication simultanée dans son hebdomadaire, *Syndicalisme*, d'un long article, signé Guy Lorant, contre le « terrorisme verbal » des prolétaires anti-syndicalistes, toute la presse nationale s'est mise de la partie pour stigmatiser le « délirant » (*Rouge*) coup de pied au cul qu'ils administrèrent, non seulement à la C.F.D.T. comme boutique, mais à toute la chiasse syndicale.

Visiblement, nos censeurs eurent autant de mal à digérer quelques-unes des belles vérités qui étaient administrées dans cette lettre de prolétaires à des prolétaires, qu'à comprendre même *d'où pouvait bien venir le coup*.

M. Jean-Pierre Dumont, du *Monde*, croit pouvoir parler de « critiques de type anarcho-syndicaliste » (3 novembre 1976), sans soupçonner un instant que l'anarcho-syndicalisme ne fut jamais qu'une théorie du « syndicalisme pur », là même où il s'agit le plus ouvertement de balayer *tout syndicalisme*. Un dénommé René Yvetot, préposé au commentaire dans *Rouge*, en appelle, lui, à l'attention des instances dirigeantes des syndicats, qui doivent savoir distinguer entre les syndicalistes honnêtes des petites gauches trotskystes et autres et « les délires d'une secte ultra-gauche, qui explique dans ses tracts, signés « des ouvriers », qu'ils n'acceptent de défendre le prix de la force de travail, n'ayant pour but que de « détruire les chaînes de l'esclavage salarié » (3 novembre), ce qui suffit à faire la preuve de ce que le niveau de son intelligence ne dépasse pas celui de son honnêteté. Un Bouguereau de plus, dans *Libération* cette fois, se désole que « l'exemple, caricatural, d'un groupe politique, « l'union ouvrière pour l'abolition du salariat » paraît-il » (3 novembre) puisse servir de « repoussoir antigauchiste au jour-

naliste de Syndicalisme », et qu'une éventuelle « chasse au faciès d'extrême-gauche » risque bientôt de ne pas « faire le détail ». Mais celui-là qui intitule sa note d' « information » « *Sus aux « irresponsables »* » n'a pas plus d'idée que ses confrères de ce que peut être le contenu de notre antisindicalisme. La palme, toutefois, reviendra à l'andouille anonyme qui, dans *l'Unité* (n° 224, 5 novembre), croit pouvoir écrire, tout benoîtement, après quelques extraits du tract des ouvriers d'Angoulême, ce seul commentaire : « *sic* ».

Dans le genre, on préfère le butor officiel de la C.F.D.T., qui leur reconnaît au moins « *des talents de destructeurs* » et une « *rare franchise* », deux qualités scandaleusement révolutionnaires. C'est qu'il lui a été donné, à lui, de lire le tract des injurieux ouvriers de Leroy-Somer, et que pour y avoir reconnu la vérité de sa condition de bureaucrate, il a des raisons de leur faire la guerre. A ces prolétaires qui disent tout simplement que « *toutes ces choses que les syndicats appellent « acquis ouvriers » ne sont en réalité que le butin de leur collaboration passée et présente avec la classe exploiteuse* », que « *les patrons ne les accordent aux syndicats que pour mieux les interdire aux travailleurs* », qu'ils « *n'acceptent pas les misérables marchandages dans lesquels se complaisent les syndicats, dont le seul rôle est de discuter autour d'une table le prix de notre force de travail, de notre esclavage* » et que leur « *but n'est pas d'aménager leur esclavage, ou de dorer leurs chaînes. Mais de les détruire.* »

Le Lorant en question n'en revient pas : « *Il paraît que « les syndicats ne luttent plus contre le capitalisme. Et cela depuis longtemps. » Pire, même : devenus de « puissants appareils bureaucratiques, légaux, officiels, et ayant pignon sur rue » ce sont désormais des « interlocuteurs privilégiés » des capitalistes.* » Il en revient si peu qu'il se croit autorisé à exhiber des blessures qu'il n'a bien évidemment jamais reçues : celles de « *tous ceux qui croupissent dans des geôles*

depuis que les organisations qu'ils ont animées ont été dissoutes et leurs leaders « bureaucratiques » arrêtés, torturés, exécutés », comme si les luttes de loups des diverses factions de la société de classes, qui opposent en certains points de la planète tenants du capitalisme d'Etat et tenants du brigandage capitaliste « libre », donnaient à leurs victimes quelque qualité communiste qu'ils n'ont à l'évidence jamais eu.

Et cette grosse mule de curé stalinisant, non content de rougir ses mains blanches de marchand de la force de travail des autres du sang des autres, de braire dans le plus pur style du confusionnisme policier : « On croirait entendre des responsables de la C.F.T. » ! Comme quoi tous les cons se ressemblent, et qu'il n'y a plus aujourd'hui, dans le merdier syndical, la moindre différence entre un idéologue, un curé, une canaille stalinienne, et un flic.

On avait déjà dit ce qu'on avait à dire sur la misère économiste de tout syndicalisme. Il est inutile d'y revenir. C'est maintenant d'un point de vue directement pratique que les révolutions sociales de l'avenir auront à en découdre avec eux.

DOCUMENT

Nous reproduisons ci-dessous la lettre adressée par les camarades de Leroy-Somer à la rédaction de *Libération*, en manière de rectificatif.

Angoulême, le 23 novembre 1976.
à la rédaction de « LIBERATION »

Le ton et le fond de votre article du 3 novembre 1976, votre condamnation sans équivoque de l'action des fractions ouvrières les plus radicales, à propos du papier orduier de Syndicalisme-Hebdo consacré à la dissolution de la section C.F.D.T. des usines Leroy-Somer à Angoulême, aussi scandaleux soient-ils sous la plume de gens qui se prétendent « révolutionnaires », ne nous ont pourtant guère étonnés. A la suite des pitoyables gémissements de toutes les formations gauchistes devant « l'abusif amalgame opéré par E. Maire » de leur « sérieux » et de notre « irresponsabilité », votre journal ne peut considérer que comme « caricaturale », voire provocatrice, toute action qui, dans les faits, récuse et dénonce le tacticisme misérable des stratèges de groupuscules — lesquels, de la dénonciation dérisoire des « bureaucrates » à la pure et simple apologie de la boutique X ou Y, n'ont jamais visé à autre chose qu'à s'affirmer de meilleurs syndicalistes que les vrais dans le domaine sacré des « revendications ».

Ainsi, à cause de nous, les vaillants militants qui, depuis 1968, s'investissaient jour après jour en la C.F.D.T., grignotant par-ci par-là quelques « positions-clés » (au prix de quels difficiles arran-

gements avec l'appareil ou l'une de ses fractions !), voient soudain leurs illusions et leurs ambitions sur la « C.F.D.T.-démocratique-révolutionnaire », dont le panégyrique bien intentionné s'étalait au fil de leurs publications, s'écrouler misérablement ! Quelle désolation ! Qui l'eût dit de la C.F.D.T. ! vous lamentez-vous. Tant de beaux efforts, de travaux d'approche, de perspectives grandioses réduites à néant ! Et à cause de qui, s'il vous plaît ? De ces iconoclastes, venus d'on se sait où, se réclamant « paraît-il » de « l'abolition de l'esclavage salarié » (qui a jamais entendu parler de cette chose curieuse ?), qui n'ont pas respecté la règle du jeu tacite entre appareils syndicaux et gauchistes selon laquelle la critique ne doit porter que sur les formes — pas assez d'action, pas assez de démocratie interne — mais surtout pas sur le fond —, fonction sociale des syndicats —, et qui, exclus, au lieu de combattre pour leur réintégration au nom de la « démocratie ouvrière » comme il est de bon ton de faire dans ces cas-là, diffusent dans toute la ville des tracts dans lesquels ils revendiquent hautement tous les forfaits que leur reproche la C.F.D.T., et dévoilent une fois de plus la fonction réelle des syndicats, à savoir ne pas être autre chose que des organes d'encadrement des exploités au compte du Capital.

Faut-il vous le dire, d'avoir été, ironie des choses, la cause involontaire de l'effondrement de tant de calculs savants des officines gauchistes, nous a fait rire, plus qu'attristés !

Pour nous, pour qui le prolétariat est révolutionnaire ou n'est rien — sinon matière première du Capital dans le procès de production —, lutter pour l'abolition de l'esclavage salarié, c'est aussi dénoncer tous ceux qui, syndicalistes, gauche et gauchistes, veulent nous enfermer dans cette dimension de « force de travail » à laquelle le Capital nous a soumis. Nous n'avons pas pris, nous, notre parti de notre condition « si honorable » d'ouvriers aux mains calleuses que flattent les ouvriéristes de tout poil pour mieux nous enchaîner à la machine. Nous ne nous battons pas pour repeindre nos chaînes aux couleurs de l'autogestion ou de la « production socialiste », mais pour les briser définitivement. C'est parce que nous luttons pour notre autodestruction en tant que classe ouvrière pour le Capital, que nous dénonçons le revendicativisme, l'usinisme, l'économisme qui incarcèrent nos mouvements de révolte dans le cadre de la production et de ses aménagements « démocratiques ».

Y a-t-il donc si peu de révolutionnaires pour avoir compris qu'en mai 1968 les syndicats et les staliniens ont tué le mouvement de subversion qui se faisait jour au moment précis où ils l'ont ramené sur le terrain revendicatif ?

Faut-il être si clairvoyant que cela pour voir plus loin que le bout de son nez quand les soi-disant « organisations ouvrières » affirment que l'outil de travail est « sacré », qu'en cas de victoire

de la gauche il faudra « retrousser les manches », ou lorsqu'elles font défiler derrière des banderoles réclamant « le droit au travail » ? Le Portugal « socialiste », l'Italie de Berlinguer, l'organisation du travail dans les pays de l'Est par le biais des syndicats sont-ils donc si éloignés ?

Qui ne voit que l'ultime raison de tous les « programmes » gauchistes n'est autre que l'instauration du Capitalisme d'Etat, sauce chinoise pour les maoïstes, économie russe « socialiste » (moins les bureaucrates staliniens, bien sûr !) pour les variétés trotskystes. Sans parler de l'autogestion dont se gargarisent tant de gogos, ultime mystification qui voudrait voir les travailleurs participer toujours plus au procès de leur aliénation.

Dénoncer tout cela et affirmer que le mouvement de subversion des sociétés modernes doit s'étendre, bien au-delà de la politique ou de l'économie, à toute la sphère sociale s'il veut effectivement révolutionner toute la vie, n'est pas bien sûr acceptable par quelque syndicat que ce soit, dont l'existence même est liée au maintien de la classe des hommes « qui revendiquent ».

Faut-il le dire alors ? Nous n'avons pas l'habitude de traîner nos guêtres dans les syndicats. Le voudrions-nous, ce qui n'est pas le cas, que notre

méchante habitude de dire en toute occasion et publiquement ce que nous pensons de leur fonction sociale nous en ferait chasser à bien court terme ! Lorsque le hasard de notre propre histoire fit que certains d'entre nous se retrouvèrent à la tête de cette section syndicale que vient de dissoudre la C.F.D.T., nous n'eûmes de cesse que de faire tout ce qu'il fallait contre la C.F.D.T. et le revendicativisme syndicaliste en général. En dissolvant cette section, les bureaucrates n'ont effectivement fait que prendre acte de ce détournement. Le fait qu'une centaine de travailleurs, parfaitement au fait de tout ceci, participèrent à cette entreprise, qu'un grand nombre par exemple nous spécifiaient bien, lorsqu'ils cotisaient, qu'il n'était pas question que la moindre partie de leur argent aille au syndicat, et qu'il devait servir à leur seule expression nous a montré, s'il le fallait, que le jeu en valait la chandelle, ce dont nous n'avions jamais douté.

Des ouvriers de Leroy-Somer.

P.S. — Suite à notre entretien téléphonique, nous vous demandons de publier (in extenso, cela va de soi) notre lettre en dehors de votre propre enquête, avant si possible, en même page et sous la même présentation que votre premier article.

Eloge de l'agitation de rue

Au nombre des inévitables censeurs qui veulent juger des pratiques dont ils ignorent tout, notre courant eut à connaître des bla-bla-bla de quelques bons à rien qui trouvaient mal venu de voir des gens de notre espèce s'employer, à la moindre occasion, à des tâches d'agitation physique. Non seulement sans mauvaise conscience, mais avec même une sorte de jubilation.

Ceux-là, qui nous reprochèrent d'exister sous forme de noyaux d'empêcheurs de bêler en rond dans des usines, ou dans diverses villes, sont, comme de juste, de ceux qui, plutôt que de faire

jamais eux-mêmes quelques pas, s'emploient à prononcer, de leurs fauteuils, ce que valent les mouvements des autres.

Méconnaissant les premiers mobiles de toute révolte, comme les premiers besoins d'une rupture sociale qui ne se satisfasse pas d'être simple pensée d'une rupture, ils croient visiblement dominer un mouvement à la cheville duquel ils ne pourront pourtant jamais monter, puisqu'ils sont par eux-mêmes tout à fait incapables de mouvoir autre chose que leur langue.

Nous nous piquons, nous, de leur

donner à tous, encore des occasions de japper. Au moment où nous avons été saoulés jusqu'au dégoût de tant de discours et d'écrits, et de meilleurs que les leurs, nous voulons dire toute l'importance que nous accordons aux manifestations, même locales et ponctuelles, de la critique sociale réelle : celle que des individus ou des groupes développent publiquement à l'air de la rue.

Et parce que nous savons que le même mouvement social qui nous porte, porte aussi ces manifestations partielles, nous les reconnaissons pour nôtres à ce point que nous ne sommes ce que nous sommes qu'avec elles.

C'est le minimum de ce que puisse

faire un individu révolutionnaire que d'extérioriser, là où il est, quand il le peut, sa critique des conditions qui lui sont faites. Ce serait s'enfoncer dans une logomachie sans issue que de perdre de vue que c'est de toutes ces révoltes locales que se produisent et se reproduisent effectivement les mouvements de révolution.

Il n'y aura jamais trop d'agitation de rue. Et s'il est clair qu'il ne saurait s'agir pour nous de nous transformer en nouveaux sectaires de la « pensée juste » (on a mieux à faire de notre temps), nous n'en saisissons pas moins toutes les occasions de mettre les pieds dans le plat.

Avis.

C'est tout ce que tu mérites, connard !

Quelque mule pro-situ répondant au nom de Boudenot ayant cru devoir publier, en août dernier, un malheureux libelle contre nous, de grossiers personnages de sa ville lui répondirent en rééditant à son intention le célèbre Annuaire de la santé de François-Vincent Raspail (édition nouvelle, entièrement refondue par leur soin).

Cet âne ayant attaqué l'Union Ouvrière alors qu'elle venait de disparaître, la Chronique se voit obligée d'assurer aujourd'hui la publicité de cette réplique.

On comprendra que nous n'ayons pas voulu faire d'autre réponse à un con pareil, dont tout ce qu'on sache est qu'il ne sait ni lire, ni écrire, ni penser.

MANUEL ANNUAIRE DE LA SANTÉ

POUR 1976

MÉDECINE ET PHARMACIE DOMESTIQUES

contenant tous les

RENSEIGNEMENTS THÉORIQUES ET PRATIQUES NÉCESSAIRES POUR SAVOIR PRÉPARER ET EMPLOYER SOI-MÊME LES MÉDICAMENTS, SE PRÉSERVER OU SE GUÉRIR AINSI PROMPTEMENT, ET À PEU DE FRAIS, DE LA PLUPART DES MALADIES CURABLES, ET SE PROCURER UN SOULAGEMENT PRESQUE ÉQUIVALENT À LA SANTÉ, DANS LES MALADIES INCURABLES OU CHRONIQUES ;

DE
F.-V. RASPAIL

Edition nouvelle entièrement refondue
par de grossiers personnages de la ville
à l'attention d'un patient du célèbre Docteur.



PARIS.
VIGOT Frères

ÉDITEURS

25, Place de l'École-de-Médecine, 25

BRUXELLES.

A L'OFFICE DE PUBLICITÉ

LIBRAIRIE ROUVREUX

46, rue de la Madeleine, 46

**Boudenot,
bourrique,
VA
CHIER.
Ça t'aèrera.**

Documents

La rédaction de l'ex-"U.O." à ses lecteurs,

SALUT !

Lorsqu'après la conférence de janvier 1976 de l'U.O., nous écrivions de notre mensuel d'alors qu'il nous avait été quelque chose comme une Nouvelle Gazette Rhénane, il se trouva, et bien que nous ayons clairement explicité le contenu de ce jugement (U.O. n° 12-13), des imbéciles, de Révolution internationale s'il nous en souvient, pour nous reprocher, sur ce mode involontairement comique qui les caractérise, l'outrecuidance de ce qu'ils prenaient bêtement pour de l'autosatisfaction. Aussi incapables d'apprécier ce que fut effectivement la Gazette Rhénane pour le matérialisme révolutionnaire du XIX^e siècle, que de tout simplement entendre le propos de l'un quelconque de leurs contemporains, nos censeurs n'imaginèrent pas un instant que ce propos même relativisait justement à nos yeux le sens de cette publication. De cette relativité, pourtant, personne ne peut douter aujourd'hui, où nous la saluons pour la dernière fois.

Il se trouvera inévitablement, en plus des niais qui tireront de notre sabotage le témoignage et la preuve de la « faillite » qu'ils espéraient — et qu'ils croient sottement pouvoir interpréter comme notre silence futur — des individus bien intentionnés pour commenter notre décision de deux manières également fausses, quoique diamétralement opposées. Ceux, d'abord, qui la regretteront, et nous encourageraient maintenant à poursuivre une entreprise qu'ils n'avaient pourtant pas aidée lorsqu'elle avait effectivement à se poursuivre, et ceux, enfin, qui nous reprocheront de ne pas l'avoir prise plus tôt — soit que l'existence de l'U.O. les ait, en son temps, indisposés, soit qu'ils aient, prudemment, jugé alors que les raisins étaient trop verts, alors même qu'ils n'avaient effectivement aucune chance de pou-

voir y goûter.

Les premiers pourront juger à l'avenir de ce que notre liquidation de l'U.O. ne signifiait en rien la liquidation de notre potentiel critique — et qu'elle nous était tout autre chose qu'une manière de suicide. Les seconds auront à mieux discerner les divers moments de notre évolution, et à comprendre que le mouvement qui avait porté et soutenu nos efforts depuis le début, n'était pas de nature à s'accommoder de formes d'expression unilatérales. Ils verront, ce faisant, que toutes les fois où la poursuite de notre course avait exigé que nous tuions, sous nous, quelques chevaux, nous n'avons jamais reculé devant le sacrifice, pour pouvoir aller *par* après plus vite à notre but. Les derniers, enfin, qui croyaient pouvoir nous appeler à liquider des positions qu'ils n'ont eux-mêmes en rien pu dépasser, ont toujours omis de considérer que la première des matières premières de toute activité n'était rien d'autre que le temps : si nous avons pris celui qu'il nous fallait, c'est de savoir qu'ici la précipitation n'était pas de mise.

En fait, les dix-neuf numéros publiés, de décembre 1974 à juillet 1976, ont très exactement couvert le temps qui fut nécessaire au groupe initial pour accomplir sa révolution interne, depuis le moment où cette révolution est posée comme but, jusqu'à celui où elle s'est opérée, non seulement en idée, mais aussi par toute une longue maturation des comportements, des manières de sentir et d'agir.

**

Bien que nous soyons aujourd'hui plutôt portés à regarder vers l'avenir que vers le passé, nous tenons que ce passé, pourtant, qui

fut le nôtre, ne laisse pas d'être éclairant. Non seulement rien ne le tache, et rien en lui ne laisse trace d'indignité, mais s'y marque un mouvement vers l'avant auquel on est bien forcé de reconnaître qu'il fut l'un des rares à se manifester avec quelque constance depuis 1968.

Sans que puisse se lire, dans le fait que le groupe, assez fortement ouvrier au départ, ne le soit pas moins au terme de sa première aventure, le moindre ouvriérisme, nous tenons à gloire que notre équipée se soit tout entière déroulée dans les tréfonds les plus obscurs de la société — plutôt que dans ses brillantes, mais inessentiels, couches supérieures. D'autant que, du point de vue intellectuel, le travail de réflexion que nous avons pu mener vaut mieux que celui des singes savants de tous les bords.

Pour chaque position nouvelle conquise, nous avons payé le prix. D'une crise. Mais il n'est de durable que ce qui, pour avoir d'abord été connu comme simplement menaçant, est ensuite reconnu dans sa vérité positive. Et, dans le silence de l'activité, nos conceptions antérieures, une fois mises en mouvement, se sont bientôt dissoutes définitivement dans le flux d'une pensée continuellement critique de soi.

Nous n'avons rien à gommer des difficultés rencontrées, des incertitudes, des insuffisances qui, à chaque moment, ont pu être les nôtres. Les temps de crises profondes que sont nécessaires les temps où, qu'il s'agisse d'individus ou de groupes, toute l'existence se joue dans une rupture à opérer, des voies nouvelles à s'ouvrir, sont coutumiers de ce fait, qu'eu égard à la nature des choses, ces ruptures ne s'opèrent pas d'un seul coup. Aucun autre mouvement n'a pu faire l'économie de quelques demi-mesures, le plus radical y compris : l'ouverture d'une crise n'est pas, ipso facto, sa solution, qui ne pourra advenir que d'une succession de crises nouvelles.

S'il est clair que, dans ces temps, les arrachements les plus irréversibles peuvent s'opérer par à-coups (où, d'un bond, l'on passe des fossés qui nous gardaient prisonniers depuis longtemps), il est non moins clair, qu'un obstacle franchi, il faut du temps pour que se manifestent les contradictions nouvelles de la situation conquise. Une rupture opérée, le mouvement naturel est de vouloir en jouir, explorer les nouveaux domaines, se préparer, sinon à y vivre, du moins à y bivouaquer le temps que l'on connaisse ce qu'on peut y trouver, et ce qui y manque. Et ce n'est que lorsqu'on s'y

sent à nouveau à l'étroit, que l'aiguillon mortel de la conscience du besoin nous jette à l'avant de nouveau, et nous force à reprendre la route.

Celui qui ne chemine lui-même pas, mais plutôt regarde, assis, le trajet des autres, pourra s'étonner de ce qu'une telle progression ait d'apparemment capricieux. Mais celui-là qui, pour avoir déjà fait sa route lui-même, connaît les exigences et comme les règles de ces progressions, celui-là comprendra ce que d'autres, engagés sur les mêmes chemins, disent, lorsqu'ils parlent des difficultés du voyage.

Cela, d'ailleurs, doit s'entendre sans tragédisme inutile. Ces difficultés de l'ouverture, pour chacun, de routes neuves, procèdent, dès l'abord, des mêmes causes que les difficultés rencontrées par tous ceux qui ouvrent des routes : de la résistance matérielle qu'opposent les puissances adverses (qu'elles soient de l'ordre de la nature ou de celui de la société) ; de problèmes qu'on pourrait dire d'ordre technique, et qui ont trait à l'outillage (matériel acéré ou matériel conceptuel) et à ses modalités d'utilisation efficace ; de multiples embarras, enfin, d'intendance, cette puissance décisive de toutes les guerres où l'élément humain est encore prédominant.

Les menées révolutionnaires ne sont que l'une des espèces de ces guerroissements, où la plupart des problèmes matériels se ramènent à des problèmes humains. Par là nous ne désignons pas seulement ceux relatifs au talent, qui est plus ou moins grand, à l'énergie, à l'intelligence, au courage, à la culture, qui sont, comme on le sait, de degrés variables parmi les hommes, mais aussi, et qui les atteignent tous, ceux qui procèdent des influences insidieuses de l'habitude, longue à casser, prompte à se refaire, de la fatigue, inévitable compagne de ces temps de désarroi, et des mille sollicitations, risibles, alléchantes ou sordides, de l'abandon ou du déboîtement.

Il suffira que nos censeurs aient tout cela en tête, lorsqu'ils entreprendront de fourrer leur nez dans ce qu'il reste de traces écrites de notre avancée, pour que nous n'ayons pas à nous inquiéter davantage.

Quant à toi, lecteur, sache seulement que ce qui fait l'unité de notre démarche, par-delà la diversité des titres de nos publications, c'est un effort constant pour traquer les enchantements mortels de l'idéologie, à quoi tu pourras toujours les reconnaître.

On te salue,

27 octobre 1976.

Du bon usage de l'automobile



« La population du quartier montra sa sympathie pour les émeutiers mêmes qui brûlaient ses voitures : en leur offrant des vivres, en lançant de l'eau pour combattre l'effet des gaz, enfin en leur donnant asile. »

Tract diffusé à l'occasion du Salon de l'Auto 1976.

MERLEBACH: 16 MORTS ...



LES HOUILLERES EMBAUCHENT

Tract diffusé dans le bassin houiller de Lorraine, après le dernier massacre de Merlebach.

VOYAGE AU BOUT DE L'ENNUI !

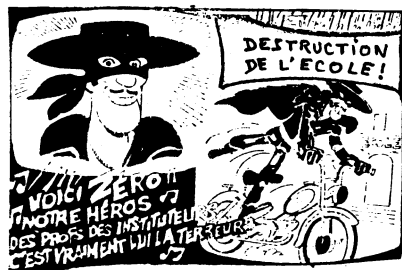
DISTRIBUTION PAR PORTEUR SPÉCIAL



Première étape du voyage : LA FAMILLE, cellule de base de la société, elle brise déjà notre vitalité et nous apprend à nous conformer à toutes les normes, s'identifier aux modèles imposés et se mouler aux rôles de demain pour reproduire tous les mécanismes sociaux



ON VOUS GUIDE

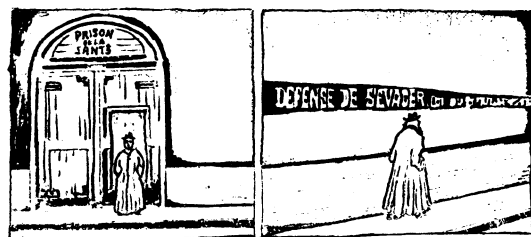


L'ÉCOLE c'est l'apprentissage de l'ignorance, de la peur du maître de la passivité et de la soumission

On nous prépare à vendre docilement notre force de travail, à supporter l'ennui du boulot, à l'usine ou au bureau, qui va sucer notre vie à petit feu ou qui nous la prendra par "accident". POUR L'ARMÉE TOUTE ILLUSTRATION S'AVÈRE INUTILE !



J'en ai marre de plus virulents... si on les laissait faire, hein ? tout irait à vau-l'eau, à l'anarchie, hein ?!



PLUS TU TRAVAILLES, PLUS TU CONSOMMES, PLUS TU ES SEUL, MOINS TU VIS

Nous survivons dans un univers mensonger, où toute tentative d'agir par nous-mêmes, d'aimer, de vivre réellement est étouffée. Les spécialistes de lousers merdeux nous assomment à coup de reines débiles étalant les prouesses des SHEILA-RINGO-SARDOU-CONS COMME DES VALISES. Les Spectacles qu'on nous vend n'entretiennent que notre passivité. En consommant ce vomis, c'est toute notre créativité humaine que nous perdons.

demain, le patron ce sera VOUS!

nous cherchons des clients jamais satisfaits!

Une méthode pratique pour que le plaisir total soit à votre portée

Maquillage-Personnalité comment trouver votre style

Marcher n'est pas le plus important pour un paralysé... le handicap physique qui travaille... Comment travailler... LES CHIENS QUI VIVENT COMME LES HOMMES... ONT LES MÊMES PROBLÈMES QUE LES HOMMES...

SNCF ABONNEMENT A PRIX REDUIT

pour les dames de 60 ans... et plus pour les messieurs de 65 ans et plus vous avez enfin le temps de profiter de la vie...

La carte «VERMEIL» vous en donne les moyens.

Devant vous sont des heures tranquilles et chaudes, des heures bien méritées... Le temps des loisirs est venu.

merci patron!

P.C.F. DEMANDE PRODUCTION DE LA CARTE D'ADHÉSION DE LA CARTE D'ADHÉSION

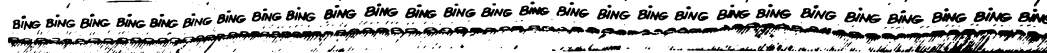
T'AS P'AS C'EST P'RISS ?

Assurance vie.

Pour ne penser qu'à la vie.

VIVONS DANGÉREUSEMENT

MONTARGIS COSNE MOLLINS ROANNE LYON VALENCE AVIGNON MARSEIL



Tract diffusé à la dernière rentrée dans les C.E.T. de Lyon.

TOUT S'ACHÈTE, TOUT SE VEND, TOI LE PREMIER !
 Aujourd'hui on essaie de te fermer la gueule, demain on te forcera à travailler. Le capital ne se voit pas, mais il est partout puisqu'il fait de toute l'existence humaine une marchandise.

« Monsieur le Chef de Service, je travaille depuis 20 ans à vos ordres, j'ai toujours donné satisfaction et le meilleur de moi-même... »



Avec les syndicats X, Y, Z, rendez dans le calme et la dignité, le droit à un esclavage décent !
 La Gauche et les syndicats nous demandent de nous écraser et de voter. Chaque fois que les travailleurs ont affronté l'ensemble du système ils les ont fait rentrer dans le rang comme en 1916.



UNION OUVRIERE POUR L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE SALARIÉ

A l'intérieur du bahut, mais, aussi dans toute notre vie, c'est à tous les aspects du système que nous devons nous attaquer. A nous de nous organiser et de nous battre. « Faisons nos affaires nous-mêmes, et si inhabiles que nous puissions être, nous ne les ferons jamais plus mal, ç'on ne les fit en notre nom. » Sachons utiliser notre intelligence et notre force pour résister, saboter, détruire les rouages de l'oppression capitaliste. **VIVE LA SUBVERSION. A BIENTÔT !**

DU TRAVAIL

ET DE SES CONSEQUENCES

TANT PHYSIOLOGIQUES QUE CULTURELLES

" Une autre source de l'immoralité des travailleurs c'est le fait qu'ils sont les damnés du travail. Si l'activité productrice libre est le plus grand plaisir que nous connaissons, le TRAVAIL FORCÉ est la torture la plus cruelle, la plus dégradante. Rien n'est plus terrible que de devoir faire du matin au soir quelque chose qui vous répugne. Et plus un ouvrier a des sentiments humains, plus il doit détester son travail car il sent la contrainte qu'il implique et l' inutilité que ce travail représente pour lui-même.

POUR QUI DONC TRAVAILLE-T-IL ? Pour le plaisir de créer ? Par instinct naturel ? Nullement. Il travaille pour de l'ARGENT, pour une chose qui n'a rien à voir avec le travail en soi, il travaille parce qu'il y est forcé, et de plus, le travail dure si longtemps et il est si monotone que pour cette simple raison déjà, son travail ne peut être pour lui, dès les premières semaines, qu'un véritable SUPPLICE, s'il a encore quelques sentiments humains.

La division du travail a du reste encore multiplié les EFFETS ABETISSANTS du travail obligatoire. Dans la plupart des branches, l'activité de l'ouvrier est réduite à un geste étriqué, PUREMENT MECANIQUE, qui se répète minute après minute et reste, bon an mal an, éternellement le même. Quiconque a travaillé depuis sa plus tendre enfance douze heures par jour et plus à fabriquer des têtes d'épingles ou à limer des roues dentées, et a vécu en outre dans les conditions de vie d'un prolétaire anglais, combien de facultés et de sentiments humains a-t-il pu conserver en trente ans ?

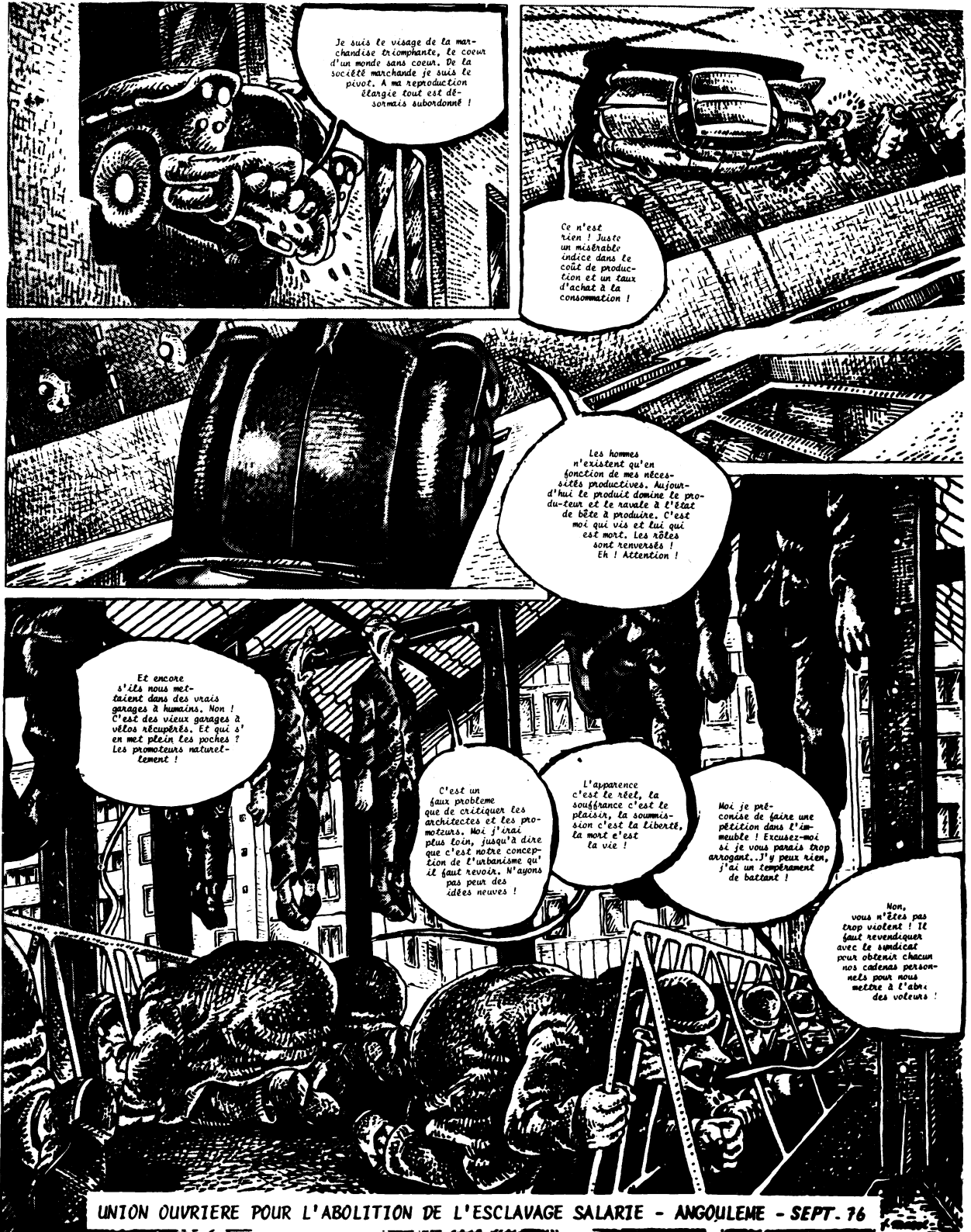
Il en va de même avec l'introduction de la vapeur et des machines. L'activité de l'ouvrier s'en trouve facilitée, l'effort musculaire épargné, et le travail lui-même insignifiant mais suprêmement monotone. Celui-ci ne lui offre AUCUNE POSSIBILITE D'ACTIVITE INTELLECTUELLE et cependant il accapare son attention, au point que pour bien accomplir sa tâche, l'ouvrier ne doit penser à rien d'autre.

Et d'être condamné à un tel travail, un travail qui accapare tout le temps disponible de l'ouvrier, lui laissant à peine le loisir de manger et de dormir, ne lui permettant même pas de mouvoir son corps au grand air, de jouir de la nature, sans parler de l'activité intellectuelle, CELA POURRAIT NE PAS RAVALER L'HOMME AU RANG DE L'ANIMAL ?

Une fois encore le travailleur n'a que cette alternative : se SOUMETTRE à son sort, devenir un "BON OUVRIER", servir fidèlement les intérêts de la bourgeoisie - et dans ce cas il tombe à coup sûr au rang de la bête - ou bien alors résister, LUTTER tant qu'il le peut POUR SA DIGNITE D'HOMME, et cela ne lui est possible qu'en luttant contre la bourgeoisie. "

F. ENGELS (1845)

" LA SITUATION DE LA CLASSE LABORIEUSE EN ANGLETERRE "



Tant que nous endurerons les patrons, tant que nous engraisserons cette charognerie, nous serons malheureux comme les pierres du chemin.

C'EST DE LA VERMINE QUI NOUS RONGE, NOM DE DIEU !
FAUT SECOUER ÇA, FOUTRE ! ET L'ECRABOUILLER
COMME UNE MERDE.

Pouget, le Père Peinard 1891

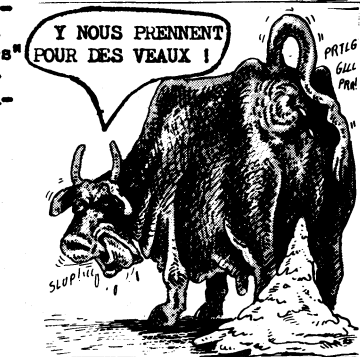
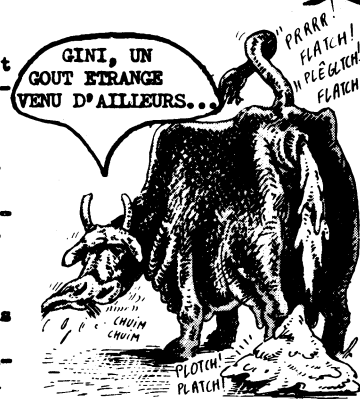
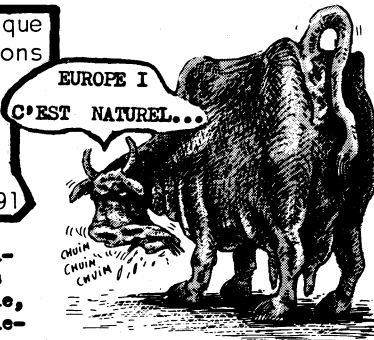
C'est reparti pour un tour, les cours emmerdants, l'atelier, les brimades, les coups de gueule des surgés, des dirlos... T'as 15 ans et on essaye déjà de fermer ta gueule, de t'apprendre à t'écraser ! On te prépare à vendre docilement ta force de travail à l'usine qui va sucer ta vie à petit feu ou qui te la prendra par "accident", vois tes vieux qui ont été pressés comme des citrons sans jamais pouvoir souffler un peu (même en vacances, y'a toujours un arrière-goût amer, tu ne vis pas vraiment...).

La classe ouvrière, tes parents, a cru lutter contre le capitalisme à coup de manifestations-promenades, de pétitions, de bulletins de vote, mais en fin de compte, elle en a surtout pris plein la gueule ! Ça a été la guerre, puis la reconstruction nationale, puis l'austérité, les promesses jamais tenues et toujours l'exploitation, la misère dans les rapports humains !

Quant aux grèves, aux insurrections qui sont les véritables moyens de lutte des travailleurs, elles ont révélé que la meilleure garantie du capitalisme c'était la gauche et les syndicats qui se sont toujours opposés aux luttes réelles des ouvriers ! Chaque fois que les travailleurs ont voulu vraiment affronter le système, les militants soi-disants communistes ou socialistes les ont fait rentrer dans le rang comme en Mai 68 ! Pendant des années le P.C.F, le P.S, la C.G.T, la C.F.D.T, F.O ont tout fait pour diviser et isoler les travailleurs, pour les démoraliser en pronant le pacifisme, en les appelant à voter pour des salopes comme MITTERRAND ! Aujourd'hui, pas un jeune travailleur ne doit ignorer les défaites qu'ont subi ses parents !

Pour éviter d'être à l'usine, désarmé face au capitalisme par les syndicats et les partis de gauche, c'est dès maintenant qu'il te faut apprendre à te battre et t'organiser par toi-même ! C'est dès maintenant que tu dois utiliser ton intelligence et ta force pour saboter, résister, détruire les rouages de l'oppression capitaliste !

A l'intérieur du C.E.T, mais aussi dans ta vie de tous les jours, c'est à tous les aspects du système que tu dois t'attaquer. L'oppression capitaliste, c'est aussi le racisme de tes copains, leur passivité, leur frime, le culte du travail et de la consommation, la soumission à l'abrutissement organisé par les spécialistes des loisirs merdeux qui t'assomment à coup de revues débiles étalant les "prouesses" des SHEILA-RINGO-SARDOU-CONS COMME DES VALISES... Les spectacles qu'on te vend (cher) n'entretiennent que ta passivité et ton écoeurément, bien plus en consommant ce vomis, c'est toute ta créativité humaine que tu perds ! C'est à la subversion de tout ce merdier que tu dois t'attacher sous peine de devenir un mouton méprisé et méprisable... à bientôt...



Lettre posthume du président Mao à sa femme Chiang - Ching

Ma chère compagne, j'ai appris par le « Quotidien du Peuple » (qu'on continue à m'envoyer) le scandaleux traitement dont tu es la victime bien imméritée, oh, ma charmante danseuse, toi que j'ai illuminée de ma pensée.

Te traiter de sorcière, de chienne du gang, de femme lubrique (Dieu sait que ce n'était malheureusement pas le cas...), de complotieuse capitaliste, te voilà mise plus bas que le sinistre Lin-Piao !

Comme on te demandera certainement de faire ton autocritique, fais-la humblement pour rendre service à notre parti et accroître l'autorité du valeureux Hua sur le peuple.

Tu sais que, pour gouverner, il est bon de livrer de temps en temps à la vindicte publique les lieutenants de la veille, sur qui la foule peut déchaîner ses passions mauvaises trop longtemps contenues... Je crois que c'est une bonne recette indiquée par Machiavel; elle met à l'abri, pour un temps du moins, les chefs suprêmes et les véritables responsables des malheurs publics.

Il est bon également de les livrer sous prétexte de « tendances capitalistes » pour dissimuler derrière le voile de fumée d'une vaste campagne de dénonciation publique que les vrais capitalistes, c'est en fait nous, les instances du parti et de l'Etat.

En fait, je me suis toujours méfié des masses, qu'il est aisé de mettre en mouvement en excitant, soit leur nationalisme, soit leur haine rentrée contre quelques bureaucrates malhabiles et par trop cupides, mais qu'il est difficile de faire rentrer dans l'ordre et surtout de faire retourner au travail. Pourtant cette mise en branle chronique nous fut nécessaire en son temps pour rendre crédible que notre régime était celui du peuple et que la révolution y restait permanente; par là nous avons obtenu notre propre permanence en officialisant toute contestation, en la canalisant à notre profit.

Mais souviens-toi, lors de la grande révolution culturelle, la peur que nous avons eue de voir les masses nous échapper et rompre çà et là leur aliénation ! Heureusement notre armée fut là pour dresser toute la canaille anarchiste de Changai et d'ailleurs...

Cependant, j'ai toujours plus compté sur la force matérielle de l'idéologie que sur celle des armes pour gouverner les masses turbulentes, c'est ce que je confiais peu de temps avant ma mort à l'ambassadeur du Chili.

Notre plus grande réussite, c'est d'avoir développé cette idéologie du travail, de la production, de la « construction du socialisme », mieux que Staline ne le fit en Russie. Ceci nous a permis, en l'assortissant du culte des dirigeants, de réaliser une formidable accumulation primitive de capital qu'il reste à mener à son terme.

Toute cette discipline dans le travail, et il s'agit d'y veiller scrupuleusement, va de pair avec une répression de toute anarchie (sexuelle ou autre) qui mettrait, si elle se libérait, tous nos efforts par terre.

Le pire danger viendrait de gens (qui, nécessairement, seraient en dehors du parti), qui répandraient des doutes sur le caractère socialiste de notre dictature du prolétariat. Il faut A TOUT PRIX éviter que ces idées pernicieuses ne s'introduisent dans la classe ouvrière qui doit rester persuadée qu'elle détient en échange de son travail acharné un pouvoir qu'elle déclare être le sien.

Pour éviter ce genre d'ennuis (que nos voisins révisionnistes arrivent de plus en plus difficilement à dissimuler), il nous faudra soit augmenter la pression idéologique de notre pouvoir, sur la jeunesse en particulier, et étendre le spectacle de masse de notre autorité.

J'ai toujours ri en lisant la presse de l'Occident qui voit dans nos luttes internes l'opposition de deux tendances fondamentales, l'une de gauche, pure et dure, égalitaire, et l'autre de droite, inspirée des méthodes capitalistes (stimulants matériels...) Ils n'ont pas compris que notre politique a toujours été de passer alternativement d'une voie à l'autre lorsqu'une des deux s'essouffait dans son efficacité ou rencontrait trop de résistance. Mais le but restait le même : augmenter la production et les rendements; réaliser une plus-value égalitaire ou différenciée, peu nous importe !

Pour ce qui est de notre politique extérieure, il convient d'abandonner tout scrupule, quitte à mettre dans un embarras définitif ces polichinelles maoïstes d'Occident, car l'essentiel, ce sont nos intérêts de puissance (appelle ça impérialiste si tu veux, car au fond, c'est cela...) face aux deux superpuissances et d'avancer nos pions sur l'échiquier mondial, même si c'est au prix du sang des peuples et de ceux qui, naïfs, auront cru à la sincérité de notre « internationalisme ».

Voilà, ma chère Ching, l'essentiel du testament (le vrai...) que j'ai laissé à Hua, confiant dans la bonne gestion de notre parti et de notre Etat. Il est évident que le contenu de cette lettre n'est pas destiné à l'usage des masses qu'il convient de tenir dans l'ignorance de la réalité et de laisser confinées dans l'atmosphère feutrée des apparences (le jour où elles en sortiront ce sera notre fin à tous). Le fait que nous ayons édifié le capital en Chine doit rester un secret d'Etat.

P.S. — En ce qui te concerne, je ne saurais trop te conseiller de rechercher l'apaisement dans la lecture de Confucius, qui, en certaines occasions et quoi qu'on en ait dit, s'impose à tout Chinois dans la peine et l'affliction.

MAO.